

L'ex-président de l'Équateur demande l'asile à la Belgique!



Rafael Correa localisé par le journaliste équatorien Ramiro Cueva à Louvain-la-Neuve - Cueva

Venu questionner son ancien président au sujet de sa nouvelle vie au plat pays et du mandat d'arrêt international dont il fait l'objet depuis juillet dernier, un journaliste équatorien se retrouve aujourd'hui sur le banc des accusés et va être jugé chez nous pour coups et blessures volontaires et pour menaces...

C'est une affaire potentiellement interpellante sur le plan de la liberté de la presse. Un journaliste équatorien, Ramiro Cueva, sera jugé dès le 7 septembre prochain sur citation directe par le tribunal correctionnel du Brabant Wallon des chefs de coups et blessures volontaires et de menaces par gestes contre la personne de Rafael Correa, l'ex-président de l'Équateur.

Les faits se sont déroulés le 8 juillet dernier à Louvain-la-Neuve où Rafael Correa s'est réfugié auprès de sa famille depuis qu'il a été empêché de briguer un troisième mandat présidentiel. Le journaliste équatorien avait spécialement fait le déplacement pour le questionner au sujet du mandat d'arrêt international qui venait d'être décerné à son encontre quelques jours plus tôt.

Si le smartphone du journaliste équatorien n'a pas pu être retrouvé, ce dernier est néanmoins parvenu à récupérer les images qu'il avait tournées grâce à une sauvegarde online et il compte bien s'en servir pour prouver son innocence devant le tribunal correctionnel qui pourrait lui infliger jusqu'à cinq ans de prison.

Cinq journalistes déjà...

Pourtant, Ramiro Cueva n'est pas le seul journaliste équatorien à avoir eu des soucis avec Rafael Correa en Belgique. Quatre autres de ses confrères ont porté plainte le 18 août dernier parce qu'ils estimaient avoir aussi été victimes d'une tentative d'intimidation.

Ils ont notamment dit à la police qu'ils avaient été suivis et harcelés dès leur arrivée à l'aéroport de Zaventem. L'affaire est actuellement entre les mains du parquet de Hal – Vilvorde qui considère, dans ce cas-ci, ces quatre journalistes équatoriens comme des victimes.

àĀ_ qrp_rì eg bc j%v+nd qdcl r l os_mppcl cqr aj_gck cl r acjic b%l f nk k c _sv _` mŕ osg
l %l qgc n_q È srjgcpj%rk q _rŕm cr jcq k cl _acq È j%l am rŕ bc lms p _jgrcq cr a%qr qd l p_l r
bc t mŕ osc jc n_pscr bs @p` _l r U_jjm jc qsg _t csej l k cl rĀ, commentent Mes Decortis et
Ruchat. àĀll r p_t _gic bc d Ā m rŕq npsbcl rc b_l q ac ecl p b%cl_gŕ, Ml amŕc jcq
g dmk _rŕm q _t _l r b%jjcpb_l q sl qcl q ns b_l q sl _srŕ, Ml qc` _qc qspbcq nŕaŕq# cp _sv
cr n_q qcsjck cl r qspsl qm bc ajnaf cĀ* réagit Jean-Claude Elslander, porte-parole du
parquet du Brabant Wallon.

Précisons enfin que Rafael Correa n'aurait visiblement plus l'intention de retourner de sitôt dans son pays vu qu'il vient de demander l'asile politique à la Belgique, nous confirme-t-on à bonne source.

L'avocat de l'ex-président équatorien, Me Marchand, affirme pour sa part que le premier journaliste dont il est question ne serait pas un vrai journaliste mais àĀl mnnŕ_l r nmjgŕscĀ et que ses quatre confrères seraient àĀcŕq` jnescspŕĀ qui, comme lui, àĀcl rcl r b%k nŕpcpl @jeŕŕsc j_ t ŕjcl ac osg_ ansŕŕ cl -os_rcspĀ. Et Me Marchand d'annoncer qu'Interpol a décidé de suspendre la notice rouge de son client qui ne risquerait donc plus d'être extradé.

